

gâtés, les membres de l'opposition tentent de retirer leur assentiment une fois l'affaire terminée. Cela revient à...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je crois que l'honorable ministre de la Justice (M. Fulton) tente de parler d'une question de privilège qui, selon ma décision, n'est pas fondée.

L'hon. M. Hellyer: Monsieur l'Orateur, permettez-moi de demander l'assentiment de la Chambre pour...

Des voix: Règlement.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je regrette, j'ai entendu l'honorable député et j'ai rendu...

L'hon. M. Hellyer: Vous n'avez pas entendu mon raisonnement, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: J'étais présent en Chambre et j'ai conclu que s'il y avait motif à une question de privilège, l'honorable député la posait trop tard.

M. G. J. McIlraith (Ottawa-Ouest): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre pourrait-il nous dire à quelle date cet engagement ferme ou contrat ferme, quels que soient les mots qu'il a utilisés, est intervenu?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, j'ai dit à quel moment l'échange de correspondance a eu lieu. L'honorable député pourra poser cette question demain lorsque le comité se réunira, sauf erreur, et il pourra obtenir une réponse complète à cet égard.

M. McIlraith: Le premier ministre pourrait-il me dire la date précise à laquelle l'engagement lui-même a été pris?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je dis qu'il conviendra de poser cette question au président de l'Eldorado lorsqu'il comparaitra devant le comité.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser une question supplémentaire au premier ministre? Quand le premier ministre a-t-il lui-même entendu parler de ce contrat pour la première fois?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, j'ai eu connaissance des négociations dès qu'elles ont commencé.

L'hon. M. Pearson: Puis-je demander au premier ministre s'il a quelque observation à formuler à l'égard de la déclaration du président de l'*Eldorado Mining and Refining Company*, savoir que rien n'indiquait que ce contrat de 24 millions de livres avec le gouvernement du Royaume-Uni serait...

L'hon. M. Fulton: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège.

M. l'Orateur: A l'ordre!

L'hon. M. Fulton: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

[L'hon. M. Fulton.]

M. l'Orateur: Excusez-moi. Le ministre de la Justice invoque le Règlement?

L'hon. M. Fulton: Oui. Je pense, monsieur l'Orateur, mais qu'on me rectifie si je suis dans l'erreur, que le chef de l'opposition revient sur ce que vous lui avez interdit d'aborder. Il se reporte à une déclaration formulée devant un comité qui n'a pas encore fait rapport à la Chambre.

L'hon. M. Pearson: Qu'on me permette de demander au premier ministre s'il est au courant d'une déclaration du ministre du Commerce, selon laquelle rien n'indique que le gouvernement britannique manquera aux obligations de son contrat visant l'achat de 24 millions de livres d'uranium?

M. Benidickson: Il a fait cette déclaration à la Chambre.

L'hon. M. Pearson: Il s'agit d'une déclaration faite à la Chambres des communes.

Le très hon. M. Diefenbaker: On a employé le mot «manquement». En fait, rien n'indique qu'il y ait manquement de la part du gouvernement du Royaume-Uni. Ce gouvernement cherche à obtenir que les négociations se continuent à l'égard des conditions posées dans l'échange de lettres et que l'entente soit ensuite incorporée dans un contrat écrit.

L'hon. M. Pearson: Le premier ministre nous dira-t-il s'il est exact que le gouvernement du Royaume-Uni s'est engagé à acheter du Canada 24 millions de livres d'uranium, de 1963 à 1966?

Le très hon. M. Diefenbaker: L'honorable député sait très bien que la déclaration faite l'autre jour par l'agence du Royaume-Uni répond à cette question.

L'hon. M. Chevrier: Je désire poser une question pour compléter celle que j'ai posée plus tôt. Le premier ministre était-il au courant de ce contrat avec la Commission de l'énergie atomique du Royaume-Uni lorsque les États-Unis ont annulé leurs contrats d'achat d'uranium avec le Canada?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas dit «contrats»; j'ai parlé «d'un échange de notes, d'une déclaration d'intention et d'acceptation».

L'hon. M. Chevrier: Le premier ministre connaissait-il la situation lorsque l'échange de lettres est intervenu?

L'hon. M. Fulton: Vous étiez alors au pouvoir.

Le très hon. M. Diefenbaker: J'ai déjà dit que je suis au courant des discussions et des négociations depuis qu'elles ont commencé.

M. McIlraith: Puis-je poser une question complémentaire?